Communiqué de presse
Paris, le 9 novembre 2026

À MATIGNON, LE PARCOURSUP DU COMBATTANT

Le **SNALC** a quitté l'éphémère comité de réforme de Parcoursup qui s'est tenu ce lundi 9 novembre à Matignon, présidé par le Premier ministre.

Cette réunion de plus de 60 personnes, qui mélangeait représentants syndicaux, lycéens, parents, mais aussi parlementaires et acteurs du monde de l'entreprise, était vouée à l'échec avant même d'avoir commencé. Alors qu'elle était très clairement organisée à des fins de communication, elle a surtout permis à tout un chacun de communiquer sur le fait qu'elle n'avait aucun sens.

Pour le **SNALC**, il faut arrêter avec ces comités qui n'aident en rien à apaiser la situation, alors même que plus de 200 personnels de l'Éducation nationale ont déjà été agressés. Ce que nous vivons, ce sont les conséquences du refus d'écouter les représentants syndicaux sur l'état de l'Éducation nationale et l'état des lycées. Des millions d'euros de dégâts, des milliers de blessés, des milliers de gardes à vue pour se rendre compte via l'enquête du ministère de l'Éducation nationale que les réformes Blanquer ont complexifié les emplois du temps, que le bâti scolaire est dans un état déplorable et que de nombreux enseignants ne sont pas remplacés, parfois durant l'année entière. Nous le faisons remonter depuis des années. La situation actuelle est le résultat de la volonté d'affaiblir les corps intermédiaires, et elle est la preuve que c'était une grave faute politique.

Le **SNALC** rappelle que la suppression ou non de Parcoursup est un faux débat, puisque tout le monde sait très bien que le successeur de Parcoursup promis pour 2028 — dans un contexte politique ne garantissant pas la possibilité de réaliser cette promesse — ne pourra qu'être un clone du système actuel, au vu des contraintes qui pèsent sur l'outil.

Le **SNALC**, fidèle à son engagement de défendre les conditions matérielles et morales des personnels, et prêt à travailler sur le fond des dossiers, demande au gouvernement de mettre fin à ce cirque à destination des médias, qui n'aide pas les personnels et les met même en danger, et d'ouvrir sans délai des négociations sur nos salaires, sur l'attractivité de nos métiers et sur nos conditions de travail, qui sont forcément en lien avec celles de nos élèves.

Contact : Jean-Rémi GIRARD, président du SNALC, jr.girard@snalc.fr